

BONGO DOIT PARTIR



Discours à la Nation du Dr. Daniel Mengara, Président du BDP-Gabon Nouveau

lu par la Coordination Nationale du BDP-Gabon Nouveau lors du meeting de Rio, le 23 mai 2009

Chers compatriotes, peuple Gabonais,

Nous l'affirmons bien haut à qui veut l'entendre : la Présidence de la République gabonaise est bel et bien vacante. Ne croyez pas ce que le gouvernement gabonais vous dit à ce propos. Bongo est gravement malade en Espagne et il est possible qu'il n'en revienne pas vivant, sauf si Dieu prend vraiment pitié de lui. Mais dans ce pays de l'arbitraire, on se refuse à déclarer la vacance du pouvoir comme l'exige la Constitution. Pourquoi ?

Quand, il y a plus de deux semaines, c'est-à-dire exactement le 6 mai 2009, Omar Bongo a annoncé la « suspension temporaire » de ses activités, le gouvernement bongoïste a menti au peuple gabonais en disant que c'était pour observer « le veuvage dans la tradition gabonaise » et de « se ressourcer dans le repos » après le décès de son épouse. Depuis quand est-ce qu'on va à l'étranger pour observer le veuvage selon la tradition gabonaise ? N'aurait-il pas été mieux pour Omar Bongo de se rendre à Makongonjo ou à Lewaiï pour se reposer en famille ?

Or, nous savons tous que c'était là un mensonge car, le 16 mai, c'est-à-dire, exactement dix jours plus tard, on a appris par la suite qu'il avait été évacué en secret en Europe à bord d'un avion médicalisé. Mais à la date du 16 mai, c'est-à-dire 10 jours entiers après sa disparition du Gabon, personne ne savait encore exactement dans quel pays d'Europe se trouvait Omar Bongo.

Première question : Depuis quand est-ce qu'un Président qui se dit en exercice peut-il se permettre de se cacher pendant 10 jours sans dire à son peuple où il se trouve ?

Le pire dans tout cela c'est qu'il a ensuite fallu attendre le 21 mai, c'est-à-dire exactement 15 jours plus tard, pour que la confirmation du lieu où se trouvait Omar Bongo se fasse de manière indubitable non pas par la bouche du gouvernement gabonais, mais plutôt de celle du Ministre espagnol des affaires étrangères, qui a enfin informé le monde de la présence en Espagne d'un Omar Bongo qui se soignait dans une clinique espagnole et dont l'état de santé était jugé très grave.

L'hérésie du régime Bongo est telle que même après que, le 21 mai, le ministre des affaires étrangères espagnol a confirmé que Bongo était hospitalisé en Espagne, le gouvernement gabonais a continué à mentir et à nier la maladie de Bongo. Vous avez ainsi pu voir ces irresponsables du gouvernement, y compris le Premier ministre Eyegue Ndong, déclarer à la télévision hier soir que Bongo n'était pas du tout malade et qu'il se reposait tout simplement en Espagne, et ce malgré le fait que les médias du monde entier aient confirmé qu'Omar Bongo souffrait d'un cancer intestinal et que son état de santé était alarmant. Quelle irresponsabilité !

Le Gabon est ainsi devenu le seul pays au monde où le Président a été porté disparu pendant 15 jours. Il est aussi l'un des rares pays au monde où le gouvernement s'évertue à cacher à son peuple non seulement l'état de santé de son Président, mais également le lieu où se trouve ce Président.

Entre nous : depuis quand est-ce qu'on fait un simple bilan médical avec des perfusions dans le corps et des appareils respiratoires dans le nez ? Depuis quand est-ce qu'un bilan médical veut dire l'hospitalisation assistée dans une clinique où le patient alterne entre pertes de conscience et petits comas passagers qui durent quelques heures ? Pourquoi est-ce le gouvernement espagnol qui doit nous informer de l'état de santé d'Omar Bongo alors que le gouvernement du Gabon continue à vouloir cacher cette information ?

Non, chers compatriotes, on vous ment ! C'est irresponsable de ne pas dire la vérité aux Gabonais.

La vraie question est cependant la suivante : Pourquoi est-ce qu'on ment aux Gabonais ? Pourquoi ces hommes qui dirigent le Gabon insistent-ils si fortement à tout faire par la fraude, le faux et les mensonges ? N'ont-ils rien appris de leur 42 années de débâcle à la tête du Gabon ? Et pourquoi les opposants alimentaires qui leur servent de complices vous mentent-ils quand ils viennent déclarer à la télévision que le pouvoir n'est pas vacant au Gabon et qu'Omar Bongo est juste en train de passer des « vacances tranquilles » en Espagne ?

Non, chers compatriotes. Refusons l'absurde. Si Omar Bongo est en exercice, qu'il revienne prendre le pouvoir. S'il ne peut pas, que l'on prononce la vacance, même à titre temporaire. C'est la loi.

Chers compatriotes, ce lundi 18 mai, moi, le Dr. Daniel Mengara, Président du BDP-Gabon Nouveau, j'ai écrit au Premier Ministre, à la Présidente du Sénat, au Président de l'Assemblée nationale et à la Présidente de la Cour constitutionnelle pour leur demander de faire respecter la Constitution et, donc, de constater immédiatement la vacance du pouvoir au Gabon comme l'exige la Constitution.

Ceci parce qu'Omar Bongo est incapable d'assumer ses fonctions. Mais ils font la sourde oreille. Pourquoi ?

Le Premier ministre, qui est supposé saisir la Cour constitutionnelle au nom du gouvernement pour lui demander de constater la vacance du pouvoir au Gabon reste silencieux et, pas plus tard qu'hier soir à la télévision, a scandaleusement menti aux Gabonais en déclarant que Bongo n'est pas malade du tout. Pourquoi un mensonge aussi flagrant quand le monde entier sait Bongo agonisant ?

Le Sénat et l'Assemblée nationale, qui sont aussi censés saisir la Cour constitutionnelle pour lui demander de constater la vacance du pouvoir, restent également silencieux. Pourquoi ?

La vérité, chers compatriotes, est que le Gabon n'a plus de Président depuis le 6 mai et que le pays navigue à vue. Parce que son état de santé est très grave, Omar Bongo risque de mourir à tout moment en Espagne et il est possible qu'il ne revienne pas vivant au Gabon. Et même s'il revenait au Gabon, il ne serait plus en mesure de pleinement diriger ce pays car les soins qui sont utilisés pour combattre le cancer sont si intensifs qu'ils ne peuvent que le fatiguer un peu plus et le rendre incapable d'assumer ses fonctions pendant très longtemps encore.

Il y a donc vacance effective du pouvoir au Gabon, mais on continue à nous mentir. Pourquoi ?

Devant ces conditions de flou total, un flou organisé exprès par ceux qui veulent profiter du vide institutionnel pour créer le chaos et se hisser illégalement au pouvoir hors du processus démocratique, il est important qu'aujourd'hui même, à Rio, nous commençons à demander des comptes, que nous commençons à poser la question de l'alternance démocratique immédiate et que nous commençons à exiger que la loi s'applique ! Immédiatement.

Chers compatriotes, au moment où notre pays se cherche et où les forces du mal s'apprêtent à organiser une nouvelle prise en otage du Gabon pour le compte d'une seule famille qui se refuse à honorer la démocratie et le triomphe du droit,

Nous, Gabonais de tous bords politiques, de toutes ethnies et de toutes les provinces, proclamons dès aujourd'hui notre indépendance.

Nous déclarons notre indépendance face aux mensonges qui, pendant 42 ans, ont fait de notre pays la honte de l'Afrique, parce que nous vivons inexplicablement pauvres dans une terre pourtant riche. 70% des Gabonais vivent aujourd'hui dans la pauvreté et la précarité, et ceci au moment même où le budget du Gabon est à son niveau le plus haut de l'histoire. Ceci est inacceptable.

Nous déclarons ici et aujourd'hui même, en ce Carrefour historique de Rio, notre indépendance de l'esclavage physique et mental que la peur a exercé sur nous pendant 42 ans, parce que ceux qui ont pris en otage notre pays ont voulu nous faire croire que nous n'avions aucun droit de réclamer la dignité, que la Constitution ne voulait rien dire et que l'Etat, au Gabon, c'était Omar Bongo et sa famille.

Nous déclarons notre indépendance face aux brimades et à la dictature qui, pendant 42 ans, ont assujéti le peuple gabonais à l'animalisation, nous forçant à devenir mendiants d'une richesse nationale qui nous revenait pourtant de droit.

Nous déclarons notre indépendance parce que nous savons que nous sommes des citoyens libres et que, à compter de ce jour historique, plus personne ne nous privera de la liberté de parler, de la liberté de créer, de la liberté d'entreprendre, de la liberté d'espérer un avenir meilleur pour nos enfants. Plus personne ne nous privera de la liberté de résister à l'oppression.

Nous ne voulons plus attendre dans l'incertitude et la passivité que le régime en place finisse de tuer le Gabon en s'imposant encore à nous pendant 30 ans de plus, avec toujours la même famille au pouvoir. Qui a dit que le Gabon appartenait à une seule famille ? Qui a dit que le pouvoir était héréditaire au Gabon ? Qui a dit qu'il n'y avait que les membres de la famille Bongo qui devaient diriger le Gabon ? Qui a dit qu'il n'y avait que le régime Bongo qui doit diriger le Gabon ? Quand on a eu 42 ans pour diriger un pays et que tout ce qu'on a comme bilan c'est ce Gabon des misères chroniques dans lequel nous vivons, on doit se retirer et laisser la place à ceux qui sont capables.

Chers compatriotes, refusons l'arbitraire et déclarons notre indépendance en affirmant dès aujourd'hui que le Gabon n'est pas une monarchie où l'on se passe le pouvoir de père en fils, surtout quand on sait ce que les 42 ans de médiocrité du père Bongo ont apporté à ce pays comme désastre, deuil, précarité et grincements de dents. C'est à un véritable génocide que nous assistons au Gabon, avec un régime qui utilise la pauvreté et la précarité comme armes de destruction massive. Nous refusons désormais de mourir.

Nous demandons donc tout simplement que, pour une fois, la Constitution soit respectée. Dans ce pays, il existe une Constitution qui, en son article 13, fixe les conditions de la vacance du pouvoir. Cet article dit clairement que, **en cas de vacance** de la présidence de la République **pour quelque cause que ce soit**, ou d'**empêchement définitif**, le Gouvernement ou, à défaut, **les deux chambres du Parlement**, doivent saisir la Cour constitutionnelle pour qu'elle constate la vacance du pouvoir comme le commande la loi.

Or, au lieu d'appliquer la Constitution, voilà qu'on essaie de nous mentir. Avant de déclarer la suspension de ses activités, Omar Bongo et ses complices se sont-ils, au moins, rendu compte que la Constitution gabonaise n'autorisait aucunement un Président en exercice à suspendre ses activités ?

Il faut donc dire la vérité car la Constitution actuelle, *chers compatriotes*, ne reconnaît que deux possibilités : la vacance temporaire du pouvoir pour quelque cause que ce soit, auquel cas l'intérim est, automatiquement, assuré par le Président du Sénat, ou la vacance définitive, elle aussi pour quelque cause que ce soit, auquel cas l'intérim est, automatiquement, et là encore, assuré par le Président du Sénat, le corollaire étant que la situation de vacance définitive entraîne, automatiquement, de nouvelles

élections organisées conformément aux dispositions du même Article 13, c'est-à-dire « trente jours au moins et quarante-cinq jours au plus après l'ouverture de la vacance ou de la déclaration du caractère définitif de l'empêchement. »

Nous demandons donc dès aujourd'hui au Sénat, à l'Assemblée nationale et à la Cour constitutionnelle de constater immédiatement la vacance définitive du pouvoir au Gabon et que de nouvelles élections soient organisées conformément à la loi.

Sous vos yeux, Mesdames et Messieurs du Gouvernement, de la Cour constitutionnelle et du Parlement, la Constitution du Gabon est en train d'être violée, mais vous ne dites rien ; sous vos yeux, les principes les plus fondamentaux de la Loi et de l'état de droit sont en train d'être bafoués, mais vous ne faites rien. Ceci est inacceptable.

Or, nous Gabonais, n'attendons qu'une seule chose : La réforme qui garantirait dans notre pays l'éclosion d'un état de droit véritable. Si, donc, Omar Bongo a encore une âme humaine imprégnée de la bonté de Dieu, il doit se repentir et laisser la vraie démocratie au Gabon avant de mourir. Il est encore temps pour lui de sauver son âme en sauvant le Gabon !

En nous réunissant donc à Rio aujourd'hui, nous voulions commencer avec vous, cher peuple, le débat de la **réforme** et de l'**alternance** démocratique immédiate au Gabon, sans haine, sans violence, mais avec la fermeté de citoyens libres qui disent : « **Nous sommes fatigués** ».

Oui, Gabonais, Gabonaises!

Du moment où notre pays le Gabon n'a pas actuellement de Président en exercice, et du moment que le BDP-Gabon Nouveau considère que le poste de Président de la République est vacant conformément à l'article 13 de la Constitution gabonaise, il est important que nous puissions dès aujourd'hui interpellier Omar Bongo de là où il est pour lui dire que le pays est fatigué. Avant de mourir, Bongo doit nous laisser la REFORME, c'est-à-dire deux petites choses très simples:

1. **une nouvelle constitution démocratique** telle que celle que le mouvement « Bongo Doit Partir (BDP-Gabon Nouveau) » et les membres de la Coalition Gabonais du Refus et de Salut National proposeront à Bruxelles le 30 mai 2009 ; il suffit de l'appliquer car il faut un nouveau départ à notre pays qui soit basé sur l'état de droit et le respect des institutions ;
2. **des élections générales immédiates** (Présidentielles et législatives) organisées entièrement par l'ONU ;

Mais, au minimum, s'il doit y avoir des élections transparentes au Gabon, il faut que ce soit l'ONU qui s'en charge. Oui, le BDP-Gabon Nouveau pense qu'il n'y a que l'ONU qui pourra nous assurer le minimum de neutralité qui permettra non seulement la transparence des élections, mais également la garantie d'une transition démocratique dans la paix.

Aujourd'hui donc, à Rio, nous disons « non » à toute prise de pouvoir au Gabon qui ne soit dictée par des élections libres et transparentes organisées entièrement par l'ONU. On ne peut pas compter sur le régime Bongo pour organiser des élections libres et transparentes au Gabon. Cela fait 42 ans qu'ils tripataillent la loi et sapent les principes les plus fondamentaux de l'état de droit. Nous ne sommes plus prêts à l'accepter.

Chers compatriotes, si Omar Bongo meurt au pouvoir sans accepter cette proposition, c'est que son régime et lui ont choisi de tuer le Gabon jusqu'à la tombe. Voilà pourquoi le BDP-Gabon Nouveau invite le peuple gabonais à la vigilance et à la lutte pour des élections libres au Gabon.

Des élections libres, c'est aussi simple que des élections transparentes entièrement organisée par l'ONU. Des élections libres, c'est aussi simple que le respect du résultat des urnes.

En refusant, dès maintenant, le règne de l'arbitraire, nous obtiendrons le Gabon nouveau que nous souhaitons. Ce Gabon Nouveau, c'est le Gabon de la démocratie et du progrès, le Gabon des hôpitaux modernes et des écoles modernes, le Gabon des routes goudronnées et du développement économique. Le Gabon de l'eau, de l'électricité et du logement pour tous. Le Gabon de l'emploi et des opportunités pour tous. Le Gabon de la justice, de l'état de droit et des valeurs.

Ces choses que le régime Bongo n'a pas pu faire en 42 ans de pouvoir sans partage, nous, au BDP-Gabon Nouveau, nous pensons que nous pouvons faire en cinq ans ce que le régime Bongo n'a pas pu faire en 42 ans.

Oui, chers compatriotes, en cinq ans, le bitumage de toutes les routes du Gabon, c'est possible. En cinq ans, des hôpitaux modernes dans tout le pays avec des médecins compétents et des médicaments gratuits, c'est possible. En cinq ans, l'école gratuite et des salles de classes partout au Gabon avec Internet et bibliothèques modernes, c'est possible. En cinq ans, le progrès économique et l'emploi pour tous, c'est possible tout comme est possible le plein emploi et des salaires qui garantissent à tous les Gabonais un pouvoir d'achat digne de ce nom. En cinq ans, le logement moderne pour tous, avec maisons connectées à des compteurs d'eau et d'électricité individuels, et une ligne de téléphone privée, c'est possible. En cinq ans, la fin des matitis et des mapanes au Gabon, c'est possible.

Mais pour que tout cela soit possible, chers compatriotes, il nous faut avoir le courage de dire, dès aujourd'hui, que nous sommes fatigués! Disons clairement à ceux qui nous tuent que :

- **NOUS, Gabonais traumatisés par la dictature, nous disons que nous sommes fatigués de négocier** chaque année les mêmes vieux problèmes ; Le temps de dire « stop » est donc arrivé ; les Gabonais ne négocieront plus jamais rien avec le régime Bongo, en dehors de son départ.

- **NOUS, Gabonais traumatisés par la vie chère, nous disons que nous sommes fatigués de parler** et nous ne répondrons plus aux invitations d'Omar Bongo et de son régime à négocier les mêmes vieux problèmes chaque année sans que ces invitations mènent à des solutions durables ;

- **NOUS, Gabonais traumatisés par la précarité et la pauvreté inexplicables qui nous tue chaque jour depuis 42 ans, nous disons que nous sommes fatigués des promesses** jamais tenues et nous ne voulons plus rien entendre qui puisse venir de la bouche d'Omar Bongo et de ses complices vu que ce sont toujours les mêmes vieilles promesses jamais réalisées qui se répètent d'années en années ;
- **NOUS, Gabonais traumatisés par les mensonges, nous disons que nous sommes fatigués des paroles** qui nous disent qu'il y a crise alors que le train de vie de la famille Bongo, des membres du régime et de l'état ne cesse de détourner la richesse nationale, ne laissant que misère, paupérisation et précarité pour le reste du peuple.
- **NOUS, Gabonais traumatisés par le génocide qui tue nos enfants dans des hôpitaux délabrés, nous disons que nous sommes fatigués de mendier** des miettes à cause des détournements qui voient chaque année l'argent du Gabon s'envoler vers des banques et propriétés immobilières personnelles à l'étranger et nous ne pouvons plus tolérer de devoir devenir des mendiants d'un patrimoine qui revient pourtant de droit à la communauté nationale gabonaise ;
- **NOUS, Gabonais traumatisés par l'attente, nous disons que nous sommes fatigués d'attendre** un développement qui ne vient jamais et qui, malgré les gouvernements de combat et d'ouverture, et malgré les multiples prétendus rénovations et « projets pour le Gabon », n'est jamais venu ;
- **NOUS, Gabonais traumatisés par le sous-développement, sommes fatigués de mourir** de mort lente et de génocide économique à cause de la misère qui frappe inexplicablement un pays pourtant nanti de richesses immenses pour une population d'à peine 1 million d'habitants.

NOUS, Gabonais traumatisés par 42 ans de bongoïsme incompetent et criminel, nous ne demandons désormais qu'une seule chose : que la vacance de pouvoir au Gabon soit prononcée et des élections libres immédiatement organisées par l'ONU pour que les Gabonais qui aiment vraiment ce pays puissent le reprendre en mains et poser, en cinq ans seulement, les bases du développement économique que les Gabonais attendent.

Voilà pourquoi nous n'accepterons dans ce Gabon que le résultat des urnes. Et nous n'accepterons le résultat des urnes que si les élections sont entièrement organisées par l'ONU, du début à la fin, sans intervention directe in indirecte du pouvoir en place.

C'est donc à Rio, aujourd'hui même, que nous, peuple gabonais membres du BDP-Gabon Nouveau et de la société civile, politique et syndicale, lançons au régime Bongo le défi de la transparence électorale et de la transition démocratique.

Que les membres du régime Bongo nous montrent qu'ils n'ont pas peur de la transparence.

Oui, montrez-nous, messieurs du régime bongoïste, que vous n'avez pas peur des élections libres. Montrez-nous, messieurs, que vous n'avez pas peur de la transparence. Montrez-nous que vous n'avez pas peur d'une élection qui ne soit pas contrôlée par votre machine de fraude électorale et vos mensonges.

Nous, au BDP-Gabon Nouveau, nous vous lançons un défi pour la paix et vous invitons au pacte citoyen de l'alternance démocratique.

Nous sommes prêts à accepter votre victoire si vous gagnez dans la transparence une élection que vous n'avez pas organisée. MAIS, de votre côté, acceptez aussi de respecter la volonté du peuple si vous perdez, et, surtout, montrez au monde que vous pouvez gagner des élections transparentes sans fraude ni tripatouillages.

Montrez que vous aimez la paix, car, contrairement aux mots creux que vous utilisez souvent, la seule paix qui vaille passe par la transparence électorale et des élections libres. Sans élections libres, le peuple gabonais se refusera désormais à accepter de se laisser faire.

Nous, au BDP-Gabon Nouveau, nous sommes prêts pour l'affirmation de la paix par l'alternance démocratique telle que commandée par la Constitution. Nous réclamons que la loi s'applique, que la vacance du pouvoir soit constatée et de nouvelles élections organisées conformément à la loi.

Voilà pourquoi, en ce jour, à Rio, nous avons décidé de déclarer notre droit à la résistance.

Voilà pourquoi, en ce jour historique, à Rio, nous avons décidé de déclarer notre indépendance.

Je vous remercie.

Le Président



BDP GABON NOUVEAU
P.O. BOX 3216 TCB
WEST ORANGE, NJ 07052 USA

Dr. Daniel MENGARA